

Souvenirs du 28 novembre 1966 : La chute de la royauté du Burundi

@rib News, 08/12/2009 La chute de la royauté du BurundiLe 28 novembre 1966. Souvenirs et Comptes d'informationTransmission de Mmoire et Contribution à la Commission Vcrit. Par Rose Ntwenga, le 7 décembre 2009Souvenirs du 28 novembre 1966Le matin du 28 novembre 1966 à la station d'essence Cimpaye du Quartier.4, Ngagara, une escouade de militaires fantassins avait pris place sur la piste en terre. La circulation routière était contrôlée par les gendarmes. Toutes les voitures étaient immobilisées et fouillées. L'évidence sautait aux yeux. Le scolaire n'assurerait pas la navette. La colonie d'enfants de l'arrêt du bus suivait scindée en deux groupes rentraient chez eux, leurs parents leur viendraient en aide. Et nous, nos fratries, avec Anastasie Kabeya en tête, avions décidé de marcher les cinq kilomètres pour rejoindre l'école primaire Stella Matutina.

Les militaires bouchaient le passage du sentier vers la cuvette, le raccourci pour rejoindre l'avenue du Peuple Murundi. Les autres colliers suivait glissés gairement entre les rangs de militaires. Ma sœur Honorata, mon frère Valère et moi connaissons l'un d'eux. C'était Adrien.[1] Nous ne pouvions pas l'avoir oublié. En l'absence de mon père, incessant de visiteurs effectuait à notre domicile. Josaphine[2], nous avait appris à répondre poliment qu'elle n'aime Adrien, dans un uniforme militaire flambant neuf, plis repassés apparents, n'avait pas choqué au refus d'accompagnement. Il était sorti sans nous souhaiter de la cacher. A peine le petit mot en main, elle nous avait demandé de le rattraper. Et là, c'était des retrouvailles émouvantes. Mystère ! Elle l'avait, pourtant, bien connu, visage de la fenêtre, sans le reconnaître. A sa hauteur, en ce jour du 28 novembre 1966, je l'avais salué. Honorata, ma soeur et Valère, mon frère, étaient également imités. Adrien n'avait pas bronché. Dans l'incertitude, nous avions alors son voisin de rang qui nous avait ordonné de continuer notre chemin. Cette marche nous avait plu. Nous avions longé l'avenue du Peuple Murundi. Nous avions coupé à travers le quartier de Bwiza (Maman[3] habitait sur la troisième avenue), pour atteindre rapidement la paroisse St Michel. Enfin, l'avenue de la Mission était le chemin qui débouchait sur l'avenue Patrice Lumumba. Le soir au repas, l'indicatif sonore qui lâchait le journal en kirundi avait changé. J'avais plus jamais entendu Gisabo Hangama*[4]La Région publique était née. Dans les heures suivantes, mon père veillait Ntwenga, ainsi que deux cents autres personnes étaient libérées après une longue et éprouvante année de détention à la prison de Mpimba. Le motif de cette incarcération n'est toujours pas connu. Comptes d'information et rappels d'informations Apparences et réalités du Burundi politique -Cette seconde partie rassemble des extraits de textes qui apportent une meilleure compréhension des préparatifs et du déroulement du 28 novembre 1966 au Burundi. En français et en Kirundi, les mêmes faits sont présentés avec des nuances de taille. «À 28 MUNYONYO 1966 à l'IMIGAMBI YA NYAKWUBAHWA PREZIDA WA REPUBLIKA Yâ€IBURUNDIÀ»(à l')Kugira ngo Iero Uburundi bugumane intahe yâ€ukwiru kugira ngo amahoro agume mu bantu bato bato, kugira ngo ukuryanisha abavukana bherengetere, kugira ngo Abarundi babone uburyo bwâ€ukukorera urwaruka ngo ruze ruronke iragi ryâ€iteka n'amajambere, kugirango akadodoberez n'akarenganyo vyoye gusuka Uburundi mu manga ngîâ€ibi ivyo intwaramiheto zishinze :1.À À À À Umwami Ntare arara Ngoma.2.À À À À Leta iravuyeho3.À À À À Ba Gouverner barakomboye.4.À À À À Abasoda barashikiriye intwaro yâ€Umukuru wâ€mighugu ni jewe ; umwanya ntarashinga Leta mbaye ndashinga Inama yâ€ugukingira ubumwe n'amahoro murâ€mîyo n'â€aba :Capitaine Michel MicomberoMajor Shibura AlbertCapitaine Burasekuye MartienCapitaine Nkoripa DamienCapitaine Commandant Sota Sylvain.Capitaine Commandant Ndayahoze Martin.Capitaine Commandant Ndjukuma Gabriel.Capitaine Commandant Sinduhije Jérôme.Capitaine Commandant Ndabemeye Thomas.Capitaine Commandant Congera.Capitaine Harerimana.Capitaine Ntahonsigye André.Capitaine Commandant Mandi Stanislas.Abasubiye mu kibanza ca ba Gouverner n'â€abasoda nyene Provensi ya :Bujumbura : Commandant Mandi Stanislas Kitega : Commandant Sinduhije Jérôme Bururi : Commandant Ndabemeye Bubanza : Capitaine Nzisabira Gabriel Muramvya : Lieutenant Nyandwi Ngozi : Commandant Congera Muhinga : Lieutenant Gatoto Guy Ruyigi : Lieutenant Karorero Charles Abo ba gouverner bazoguma bategeka intwaramiheto zâ€abasoda n'â€abagendarme babakurikira.Michel MICOMBERO[5]Dans la version française de ce discours intitulé «À 28 novembre 1966 Proclamation de la République», il est à noter quelques détails d'importance. Certains éléments, en effet, ont été modifiés par rapport à la version en Kirundi. Ainsi apparaît en premier de la liste des signatures, M. Armand Simbananye comme Procureur général de la République. De plus, la traduction (par des phrases supprimées ou au contraire ajoutées) modifie le sens du message de la version en kirundi. Pour rappel, le français et le kirundi sont les langues officielles du Burundi. (Extrait de la Constitution du Royaume du Burundi du 16 octobre 1962, TITRE II, Article 21 à) Signé par Pierre Claver Nuwimware, ministre de la justice. Au sujet du Prince Charles Ndizeye, monarque renversé.Voici quelques extraits de ce quâ€crit dans l'Année Africaine 1966, Robert Cornevin :(à l')La montagne du Prince Charles. Face au malaise persistant et après une répression qui a traumatisé les milieux hutu, le prince Charles revient en avril au Burundi. Désigné par acte notarié comme héréditaire du trône, le prince Charles qui a fait de solides études en Suisse parcourt en avril l'ensemble du Burundi et reçoit un accueil enthousiaste. De retour en Europe où il se trouve avec Léopold Biha [premier ministre], il est reçu à Paris par le général de Gaulle. Le vendredi 8 juillet, le prince Charles prend le pouvoir, suspend la constitution, dissout le gouvernement Biha et dépose le Mwami à en raison des absences continues du roi Mwambutsa IV et du besoin urgent qu'à ce pays d'avoir un gouvernement stable ». Le 9 juillet, le capitaine Micombero [jusqu'à présent secrétaire d'Etat à la Défense nationale] est chargé de former un nouveau gouvernement qui compte en proportion égale les Hutu et les Tutsi. Le jeune prince suivait appuyé sur la Jeunesse Rwagasore dont les membres se veulent les héritiers spirituels et politiques du prince Rwagasore. Cette jeunesse Rwagasore assure le patronage de l'U.P.R.O.N.A. Le prince Charles Ndizi est intronisé le 1er septembre sous le nom de Ntare V non sans qu'un certain durcissement n'ait été sensible, notamment par les arrestations en août de l'ancien ministre Léopold Biha et de M. Nuwinkware [Nuwinkware] Claver, ancien ministre. Sur le plan extérieur, le prince Charles manifeste le double souci du rapprochement avec la France et dutablissement de bonnes relations avec la République démocratique du Congo. Dans cette perspective est décidée la fermeture des bureaux d'affaires de diamant de la

Par ailleurs un accord est conclu sur la extradition des rebelles congolais à l'exception des rebelles congolais au Burundi. D'autre part, en octobre 1963, un pacte de sécurité mutuelle est signé entre le Rwanda, la R.D.C. et le Burundi. La R.D.C. publie le souci d'améliorer les relations entre la R.D.C. et le Burundi, qui amène le jeune roi Ntare V en visite officielle à Kinshasa le 29 novembre pour les fêtes anniversaires de la prise de pouvoir par le général Mobutu donne au capitaine Micombero la occasion de proclamer la République. À la fin de l'année 1966 il est évidemment trop tard pour défaire les nouvelles orientations du capitaine (bientôt promu colonel) Président réélu le soutien du corps diplomatique du Burundi et des étudiants d'Europe. Les relations avec le Rwanda toujours inquiet des 60.000 réfugiés tutsi du Burundi, se sont nettement améliorées en raison de la similitude des régimes. À la fin de l'année 1966, le colonel Micombero a donc la situation en main. Malgré les réticences de certains qui lui reprochent son rôle lors de la répression d'octobre 1965, il est ensemble l'opinion publique du Burundi soutient le jeune chef de l'Etat. 7 décembre. à Bujumbura : Le colonel Micombero, président de la République du Burundi, forme un nouveau gouvernement dont la composition est la suivante : M. Jean Ntiruhwama : ministre d'Etat à la présidence. M. Zénon Nicayenzi : ministre d'Etat à la Coordination et au Plan. Niyongabo : Affaires étrangères et Coopération. M. Jean Masabo : Intérieur. M. Artémone Simbanaviye : Justice. M. Donatien Bihute : Affaires économiques et financières. M. Lazare Ntawurishira : Education nationale et Culture. M. Anicet Njangwa : Agriculture et Elevage. M. Martin Ndayahoze : Information. M. Jean Bandyambona : Affaires sociales. M. André Baredetse : Santé publique. M. Sylvain Sota : Travaux publics. M. Barnabé Kanyaruguru : Communications. [7] (à l'influence décisive des réfugiés tutsi rwandais au Burundi. Un premier extrait de F.R. Mitrovitch amène des accords précis et clairs sur leur rôle exact. (à l') À l'exactitude de ces accords, le rôle exact de Pekin dans les deux prises d'interets au Burundi. The second was the support it gave to the Tutsis through their warrior units known as the Inyenzi (cockroaches) and led not by a Tutsi but by a Hutu[8] named Rukeba*. The Communist Ambassador was Liu Yu-feng expert on Africa and his military attaché was the top Chinese military plotter, Colonel Kan-mai. The Colonel had left a post in Nepal after the Nepalese Government had taken exception to his part in building of a road from Communist China that looked for all the world like a future Chinese route of attack against Nepal. (à l') The first Communist Chinese payout to the Inyenzi, in December 1963, was R6.000 and regular amounts were supplied subsequently. Documents found in a Chinese diplomat's car revealed beyond doubt the role played by Pekin in inciting the Inyenzi to launch the mass racial killings in the December 1963. Ignoring the possible effects this would have on a majority rule - mad Black Africa, the Chinese gambled on Tutsi aristocracy being bent to subservient position where it would be realized that the only way it could retain power would be to do exactly as Peking said. Communist China would provide the necessary force to keep Hutu under serfdom. (à l') The Chinese also infiltrated the trade unions and youth movements, establishing effective control. The Communist designs on Burundi were well summarized in 1964 by Tung Chi-ping, an interpreter at the Chinese Embassy in Bujumbura who defected to the West. He quoted Mao Tse-tung saying: "Burundi is the way to the Congo, and when the Congo falls the whole of Africa will follow." (à l') In January 1965, the Mwami had had enough. Sacking the pro-Pekin Prime Minister, Alban Niamoya (Albin Nyamoya), he recalled a moderate former Prime Minister Pierre Ngendandumwe, to try to put an end to the mounting Chinese influence on the Government. Ngendandumwe's appearance on the scene startled the Chinese, who declared all-out war against the Mwami. Within the days of being asked to become Prime Minister, Ngendandumwe was killed as he was leaving a maternity hospital visiting his wife. In this adventure, the Chinese excelled themselves. The assassin the Communist hired was a clerk employed by the United Embassy in Bujumbura. The assassination rebounded on the Communists, however, and the Government immediately exonerated the United States from any blame for the murder while expelling the infuriated Chinese diplomats post-haste. After the assassination of Ngendandumwe, 30 tons of Communists arms were found in Bujumbura and hundreds of tons of weapons at Kilega, the former capital. It was also discovered that the Communist Chinese Embassy in Bujumbura had financed four secret guerrilla training camps in Burundi staffed by Chinese. They were at Rwigoma (Ruyigoma), Musanga (Muyinga), Kirundo and Murore. (à l') On July 8, Crown Prince Charles, aged 18[9], announced that he had taken over the government of the country and dismissed the Prime Minister, Leopold Biha, a moderate. His father, still in Europe, repudiated his action with no apparent effect. Charles, who later installed himself as Mwami, named Micombero as Prime Minister. According to Press reports, Watutsi extremists who were in close contact with Communist China, were included in Micombero's cabinet. These included External Affairs Minister Masumbuko and Youth Minister Niyongabo, who had powerful backing from the militant Youth movement. Biha was placed under house arrest, and all moderate elements were subdued. It was also revealed that young officers, well-known in Dar es Salaam circles, were coming to fore the Army. Despite Western news media efforts to interpret Prince Charles's coup as a right-wing act, it soon became obvious that the new government was Communist controlled and that Micombero was the real power in Burundi with Charles merely a stooge. The Communists were back in Burundi. Formal diplomatic relations with Communist China were restored at the end of August. (à l') And so, in December 1966, Africa produced yet another coup d'état, with Micombero taking full control of Burundi. Shortly before he took power, 2,000 Tutsi warriors from Burundi invaded Rwanda but were repelled. With Micombero in control of Burundi and Communist China arming and inciting the Tutsis in Burundi, more serious attacks on Rwanda can be expected originate in Burundi. [10] De l'influence décisive des réfugiés tutsi rwandais (bis)p38 (à l') Un premier congrès public et officiel de l'UPRONA fut tenu à Muramvya le 4 octobre 1959 (à l') dans le contexte de la création de l'UPRONA. D'abord, quelques jours avant la tenue du meeting à Muramvya, le roi Kigeri IV de Rwanda, accompagné de membres influents de l'UNAR, était venu à Gitega faire pression sur le Mwami Mwambutsa, alors que celui-ci s'associa à la fondation de l'UPRONA. Mwambutsa avait refusé. Le geste du roi Kigeri IV n'a pas été pris au sérieux, on sait en rendra compte plus loin. p39 Il semble bien que ce parti, [l'UPRONA] qui prétend faire l'union de tous les Barundi, soit le correspondant en Urundi de l'UNAR du Rwanda, et que ses objectifs déclarés ne traduisent pas le fonds de la pensée et des intentions réelles de ses dirigeants (60)(60) Jean Paul Harroy, Burundi, 1987, p332-333.p78 (117) La jeunesse révolutionnaire Rwandaise était déjà infiltrée par des réfugiés rwandais de l'UNAR qui s'opposaient

promotion des Hutu, pour se venger sur des Burundais des difficultés qu'avaient éprouvées au Rwanda.p74 Le Prince Rwagasore qui était proche de l'UNAR en 1960, à p75 (à l') Au début du mois de janvier 1962 (à l') provocations de la part de l'organisation et les actions étaient dirigées par le mouvement de jeunesse de l'UNAR, qui était en train de se développer dans les affaires politiques du pays (110)(110) René Lemarchand, Rwanda and Burundi London, Pall Mall, 1970, p38-39.(à l') Les analyses balistiques révèlent que la balle qui avait tué le premier ministre [Ngendandumwe] provenait d'un fusil appartenant à un fils de François Rukuba, Rwandais, qui commandait l'armée des réfugiés. C'est ainsi que certains réfugiés rwandais appartenant à l'APLR furent arrêtés, y compris les dirigeants de celle-ci (148).(147) cette armée avait ses quartiers à Bujumbura et à Murore.(148) Warren Weinstein, Historical dictionary of Burundi, 1976, p 212.[11] De l'influence déterminante des réfugiés Tutsi rwandais (ter)- A propos de deux coups militaires ratés les 11 et 18/19 octobre 1965 -Warren Weinstein note dans sa chronologie[12] un premier échec contre les acteurs et les moins survivants doivent être clair : «(Oct. 11) Aborted attempted coup by Tutsi.» Augustin Nsanzwe note à la page 129[13] (à l') 174. Une enquête en bonne et due forme montrera le rôle que Micombero a joué dans cette affaire. L'Histoire officielle en fait le sauveur du Roi, mais ce dernier ne se fait pas d'illusion. Il reste également à retrouver la main des réfugiés rwandais dans ce coup, sinon on n'y verra jamais clair. (à l') De l'influence déterminante des Tutsi rwandais (quarto)(à l') 1971 : Dans le Bulletin Officiel du Burundi N°5bis/71 figure le décret présidentiel N°1/14 du 6 mars 1971 qui donne la liste des militaires ayant été promus dans l'Ordre du Mérite Patriotique. Cette liste contient 4 militaires de nationalité rwandaise dont 1 officier, 17 caporaux et 24 soldats de première classe. Pour ces caporaux et soldats, le numéro de matricule le plus petit est RW094 et le plus élevé est Cg557. Nous en concluons qu'à cette époque les Forces Armées du Burundi comptaient dans leur rangs plus de 550 militaires étrangers et dont la majorité était de nationalité rwandaise. (à l') [14] Enfin, il faut tenir compte aussi des «Archives» de la tradition orale fournies par Ba Bendera (Banyalwanda bakurudi Bendera) - Ba Bikwembe (Banyalwanda bavala Bikwembe) - Ba Mayani (Banyalwanda bakula Mayani) - Ba Gentleman - Ba Bogi etc. Montpellier, le 7 mars 1963. Fait partie des proches du Comité national de la Révolution (C.N.R) de 1966.[2] Josaphine Mfubusa, la mère de Félix Ntwenga Junior (Djuni Ntweyeng). C'est une femme placée auparavant de son père (vers la fin de l'an 1963) par les piliers de l'échafaudage de la première république dont le capitaine Charles Ndikumagenge, François Bangemu, Prime Niyongabo, Bernard Kayibigi, Adrien etc.[3] Marcelline Ndikumana, née en 1937, est l'épouse de Venant Ntwenga en 1952 par un mariage coutumier à Kayanza-Ngozi. Un divorce l'agit est prononcé au début de l'an 1966 à Bujumbura. Au cours du premier semestre 1967, sur les recommandations du major Thomas Ndabemeye, maman devient une «femme placée» à part entière aux côtés de son père jusqu'en 1970. Ainsi, sa présence à ne pas être de ses enfants (et de son ex-mari) a permis au Major de l'inviter à sa guise au 135-136 du quartier 5, et plus tard, au campement du secteur D. N° 19 de Kamenge. (à l') [4] Que le Roi Râgne.[5] Extrait de CORPUS CONSTITUTIONNEL - Recueil universel des constitutions en vigueur - Union académique internationale, Académie de Sciences Morales et Politiques, éditeur Brill Archive, 1968, ISBN 9004038876, 9789004038875, 269 pages - Chapitre sur le Burundi : Les institutions politiques du Burundi par J. VANDERLINDEN, Professeur à l'Université de Bruxelles[6] Le prince Charles Ndizeye s'était rendu à Kinshasa (Congo), quelques jours plus tard, en compagnie entre autres de Prime Niyongabo, animateur des Jeunesse Nationaliste Rwagasore, puis ministre par la suite. [7] Source : Robert Cornevin, Chef du C.E.D.A.O.M.Tiré de la chronologie de la revue l'Année Africaine de 1966.[8] D'autres personnes avancent, plus tard, son origine congolaise à chercher du côté des Otetela ou des Bakusu. A compléter[9] Il fréquentait l'école des Hautes Etudes de Commerce (H.E.C) de Lausanne (Suisse).[10] Source: Africa and Communism, F.R. Mitrovitch, scanned and converted in pdf par Shangani, mai 2005[11] Source : Le Burundi Contemporain à l'tat-nation en question (1956-2002) par Augustin Nsanzwe, L'Harmattan, 2003[12] Warren Weinstein, Historical dictionary of Burundi, The Scarecrow Press, Inc., 1976[13] Source : Le Burundi Contemporain à l'tat-nation en question (1956-2002) par Augustin Nsanzwe, L'Harmattan, 2003[14] Source : L'armée Burundaise et les institutions démocratiques. Par les Officiers burundais. Juillet 1994. La dédicace de leur livre «adresse à tous les officiers et sous-officiers et soldats qui ont vu leur rêve de servir le Burundi brisé par l'intolérance. Elle «adresse aussi à tous les Compatriotes présents et futurs qui aspirent à vivre ensemble harmonieusement et en toute sécurité.»